

## Abayas, une polémique plébiscitaire

Article rédigé par *Liberté politique*, le 08 septembre 2023

*La rentrée scolaire a été marquée par une polémique autour d'un vêtement venu de pays musulmans : l'abaya. Avant même le début du mois de septembre, le ministre de l'Education Gabriel Attal interdisait le port de cette tenue (très peu répandue en France), ainsi que celle du qamis (sorte de déclinaison masculine) suscitant l'indignation parmi la gauche Nupes mais flattant une large majorité de l'opinion.*

### Un message politique

Difficile de ne pas voir dans l'interdiction de l'abaya autre chose qu'un coup de com' de la part du nouveau ministre de l'Education. Soutenu à plein par le président de la république sur ce sujet, Gabriel Attal s'est offert une polémique avant même la rentrée des classes.

Une polémique plébiscitaire dont il sort vainqueur sans même avoir lutté. Selon [Ipsos](#), 81% des Français approuvent cette interdiction à l'école publique et seules 298 jeunes filles se sont présentées dans leur établissement avec l'abaya le jour de la rentrée. Seulement 67 d'entre elles n'ont pas pu faire leur rentrée parce qu'elles ont refusé d'ôter la tenue. Plus qu'une nouvelle lubie laïcarde, l'interdiction de l'abaya a une portée politique : c'est un clin d'œil à droite et une peau de banane à gauche.

### Radicaliser l'opposition

Parmi les oppositions, si les droites dans leur ensemble ont salué ou, a minima, montré leur accord sur le sujet, la gauche Nupes a pris le parti de défendre le port de la tenue. Sandrine Rousseau, égérie verte, a ainsi décrit l'interdiction vestimentaire comme une « machine de broyage adolescente » quand le coordinateur des Insoumis Manuel Bompard clamait qu'il ne s'agissait pas d'un « signe religieux » et s'insurgeait contre une « police du vêtement ». Des avis en contradiction avec les bases électorales de ces partis de gauche. En effet, toujours selon Ipsos, 79% des sympathisants EELV et 58% des sympathisants LFI approuvent l'interdiction des abayas.

Les trublions de la Nupes seraient-ils en train de se tirer une balle dans le pied ? On peut envisager que non, car la force de ces lointains héritiers du trotskisme est d'être des faiseurs de tendances. En poussant un discours toujours plus extrême, ces agitateurs de plateaux de télé impriment un sens au débat et banalisent des positions souvent rejetées par la majorité. Une méthode déjà éprouvée pour les sujets sociétaux. Dans un autre registre, le soutien presque inconditionnel aux émeutiers au début de l'été par la gauche Insoumise qui préférerait parler pudiquement de « révolte », révèle également une attirance pour la « politique du pire ».

### La politique de caniveau

L'interdiction de l'abaya est bancale. Cette tenue n'implique pas nécessairement le port du voile et il est

difficile de déterminer ce qui relève de l'abaya, de la robe longue voire ou du kimono. En se prêtant à cette polémique, le gouvernement a créé du désordre pour assurer son marketing politique et provoqué des vexations inutiles notamment vis-à-vis de jeunes filles qui se construisent et prennent parfois le parti d'arborer des tenues pudiques plutôt que de succomber à des modes provocantes. L'aspect religieux de la tenue peut être remis en cause, en revanche l'aspect culturel est évident. La cause unique de la présence de telles tenues en France est l'immigration. On retrouve là une contradiction majeure de nos politiciens adeptes de l'immigration qui déplorent que les populations extra-européennes qu'ils font venir sous couvert d'un humanisme hypocrite aient une autre culture et une autre religion.

Légiférer sur des bouts de tissus apparaîtra toujours plus simple que de s'occuper des frontières. Pour le bien commun, il vaudrait par ailleurs mieux un « non » franc qu'un « oui mais ».

En jouant la panique identitaire dès la rentrée, le gouvernement a montré qu'il ne renoncerait devant aucune manœuvre pour susciter des polémiques qui lui rapportent à moindre coût. Dans le cas de Gabriel Attal, la méthode semble avoir marché. Pour le moment.

*Olivier Frèrejacques*

*Délégué général de Liberté Politique*